



La circulation routière dans la ville de Goma, dans le Nord-Kivu, dans l'est de la RDC, le 23 novembre 2024. © Ange Makadi Ngoy

Accalmie des combats, record d'enlèvements : les civils demeurent cibles de la violence dans l'est du Congo

Accalmie des combats, record d'enlèvements : les civils demeurent cibles de la violence dans l'est du Congo

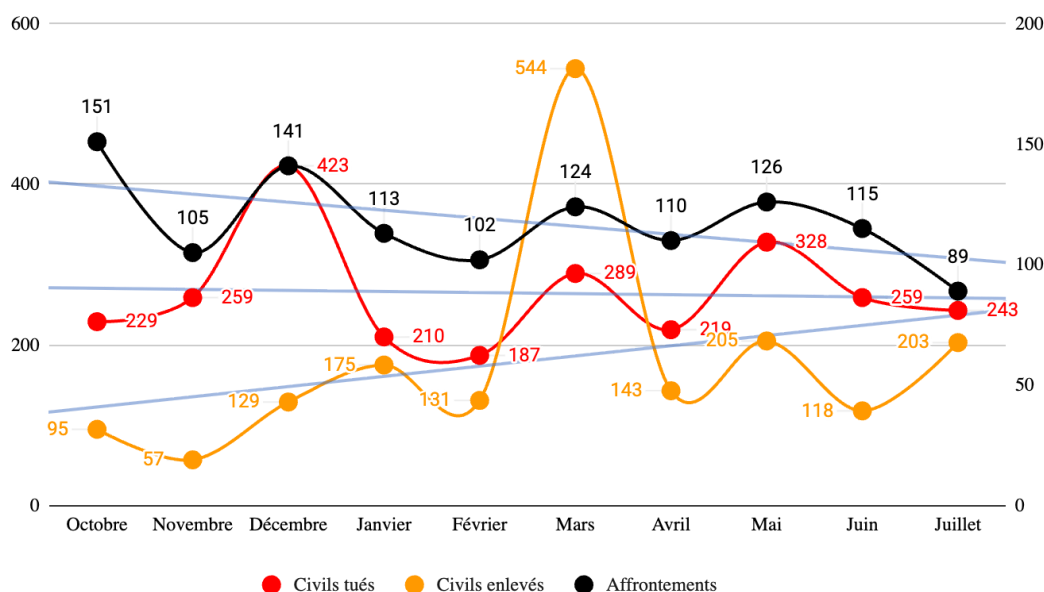
Résumé

Le mois de juillet 2026 s'est distingué par le plus faible nombre d'affrontements armés documenté par le Baromètre sécuritaire du Kivu (Kivu Security Tracker - KST) depuis sa reprise en octobre 2025. Au total, 247 incidents sécuritaires ont été documentés dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, soit une diminution de 30 % par rapport à la moyenne mensuelle observée depuis octobre 2025. Cette diminution contraste avec un record du nombre d'enlèvements, en hausse de 41 %, traduisant un déplacement de la violence des combats entre groupes armés vers les atteintes directes aux civils.

Le Mouvement du 23 mars (M23) concentre à lui seul près de la moitié des civils enlevés (93 sur 203), avec d'importants enlèvements collectifs, principalement à Goma et dans le territoire de Rutshuru. Les Forces armées sud-soudanaises (South Sudan People's Defence Forces, SSPDF) qui font des incursions sur le territoire congolais ont, quant à elles, enlevé 11 personnes en un seul incident dans la zone frontalière de la chefferie de Kakwa, en Ituri.

Alors que très peu d'affrontements impliquant les *Allied Democratic Forces* (Forces démocratiques alliées - ADF) ont été documentés, le mois de juillet 2026 a marqué une réintensification de leur violence létale contre les civils. Le territoire de Mambasa, en Ituri, devenu le principal foyer de l'activisme des ADF, a concentré 49 des 114 tueries qui leur sont attribuées en juillet 2026.

Évolution de la violence dans l'est de la RDC (octobre 2025 – juillet 2026)



Les ADF étendent leurs zones d'influence et réintensifient leurs exactions contre les civils

Alors qu'il n'y a plus eu d'offensives ciblant les ADF depuis la reconfiguration du commandement des opérations *Shujaa* en juin 2026, ceux-ci évitent de nouveau la confrontation directe, tout en conservant un mode opératoire particulièrement violent, presque la moitié des tueries leur sont attribuées.

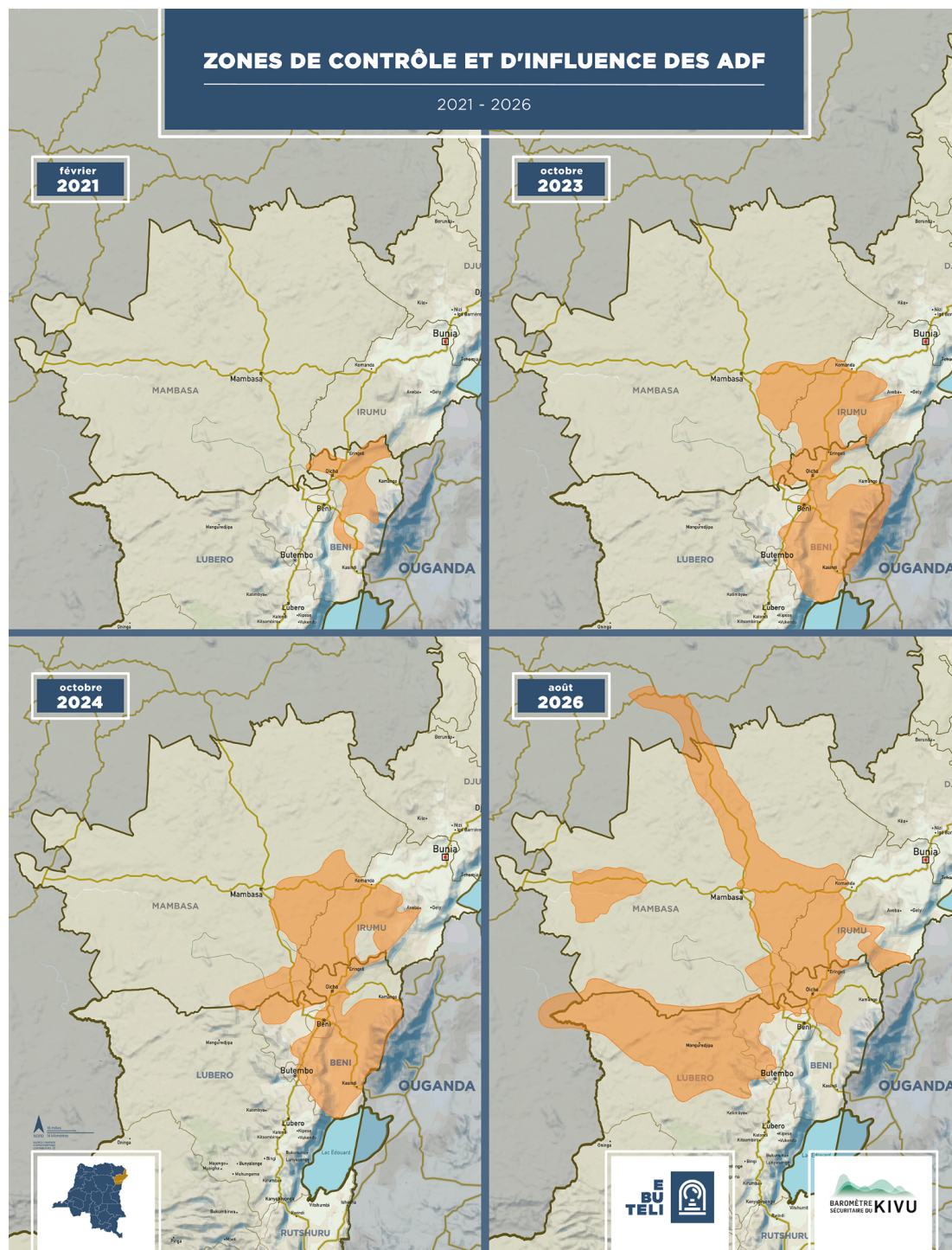
Le 15 juillet, au village de Kalunga, dans la commune rurale de Mangina, territoire de Beni, des combattants ADF ont tué 14 civils. Le 18 juillet, six corps en état de décomposition ont été découverts au quartier Sayo, dans la ville de Beni. Ces décès seraient liés aux attaques des ADF survenues dans la zone, le 13 juillet 2026.

Le 21 juillet, au village Makumo, groupement Bapakombe, secteur Bapere, territoire de Lubero, 12 civils ont été tués lors d'une incursion ADF. Avant de se retirer, les assaillants ont pillé puis incendié des maisons de commerce. Cette attaque a déclenché un déplacement massif de la population dans la zone.

Le 22 juillet, au village Mununzei, groupement Baswagha-Madiwe, secteur Beni-Mbau, territoire de Beni, des combattants ADF ont mené une incursion qui a duré près de deux heures. Le bilan fait état de 18 civils tués, dont cinq garçons. Les assaillants se sont ensuite retirés en direction de l'Ituri. Le même groupe a investi le village Njiapanda, situé sur l'axe Makumo - Mangina, dans le territoire de Mambasa, où il a tué 18 civils. Une intervention conjointe de la coalition Union des patriotes pour la libération du Congo (UPL) et des Forces armées de la RDC (FARDC) ont permis de repousser les ADF.

Le 31 juillet, dans le groupement Teturi, en territoire de Mambasa, une attaque des ADF a été signalée contre le site minier de Mungu Iko, au cours de laquelle dix personnes ont été tuées.

La thèse des « tueries en représailles aux opérations militaires » est de moins en moins soutenable. Depuis quelques semaines, les ADF massacrent davantage lorsque la pression directe sur eux est faible, et leurs tueries s'inscrivent dans des phases d'activisme où ils initient aussi les affrontements.



Baisse de l'activisme des groupes armés en Ituri

Malgré la baisse de l'activisme des principaux groupes armés de la région, l'absence de l'autorité de l'État et l'activisme de *South Sudan People's Defence Forces* (SSPDF) dans les zones frontalières entre la RDC et le Soudan du Sud contribue à la prolifération de l'insécurité dans cette partie de la province de l'Ituri.

La Convention pour la révolution populaire (CRP) et la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco), historiquement les deux groupes armés les plus actifs et rivaux de la province, sont en retrait depuis maintenant plusieurs semaines.

Le 14 mai 2026, la CRP a annoncé un cessez-le-feu unilatéral pour favoriser l'ouverture de pourparlers avec le gouvernement. Le groupe a depuis sensiblement réduit son activisme dans ses zones d'influence. Pour le mois de juillet 2026, le KST n'a documenté aucun incident impliquant la CRP. Néanmoins, quelques affrontements ont été signalés au début du mois d'août 2026.

De son côté, la Codeco, qui s'est restructurée en mouvement politico-militaire, dit continuer de respecter les engagements pris dans le cadre des dialogues d'Aru I (mai 2023) et d'Aru II (juin 2025), à l'issue desquels le groupe s'était engagé à cesser les hostilités. Le KST n'a documenté aucun affrontement impliquant la Codeco durant le mois de juillet 2026, quoique des cas de pillage et de braquage attribués à ses éléments aient été signalés.

Toutefois, d'autres groupes continuent leur activisme. Le 1er juillet, au village Liga, dans le groupement Rumu, chefferie de Kakwa, territoire d'Aru, 11 personnes, dont trois femmes et huit hommes, ont été enlevées par des éléments des SSPDF. La veille, sept autres personnes, dont deux femmes et cinq hommes, avaient été enlevées par le même groupe dans la même localité et conduites vers le Soudan du Sud. À l'heure de la rédaction du présent rapport, le sort de ces otages demeure inconnu.

Le 21 juillet, au village Adomi, dans le groupement du même nom, chefferie de Kakwa, des hommes non identifiés ont tué un ressortissant ougandais en le décapitant à coups de machette, avant d'abandonner son corps sur la route. Selon nos sources, la victime était un commerçant qui venait régulièrement vendre des articles au village Adomi. À ce jour, les causes de cet assassinat demeurent inconnues.

Le 22 juillet, au village Arile, groupement Rumu, chefferie de Kakwa, des combattants du *National Salvation Front* (Front national du salut - NSF), une rébellion sud-soudanaise, ont fait incursion dans le village et emporté du bétail ainsi que d'autres biens de valeur. Avant de se retirer, ils ont blessé trois hommes qui avaient tenté de leur résister. Deux des trois blessés ont succombé à leurs blessures quelques heures plus tard.

Moins de combats, plus d'enlèvements dans les zones sous occupation du M23

Durant le mois de juillet, les espaces sous contrôle et influence de la rébellion du M23 ont connu moins de combats et davantage d'atteintes directes aux civils, typiquement des enlèvements et des kidnappings. Ce profil de violence suggère une logique de consolidation du contrôle territorial plutôt que des ambitions offensives expansionnistes. Sur la période, aucun des affrontements documentés ne visait une expansion territoriale, ceux-ci relevant plutôt de réactions aux incursions ou attaques des groupes de la mouvance *Wazalendo*.

Le 1er juillet, dans la ville de Goma, alors que la population célébrait un but des Léopards, l'équipe nationale de football de la RDC lors de la Coupe du monde, au moins 33 personnes ont été enlevées par la rébellion du M23. La rébellion avait en effet interdit tout attroupement et toute célébration publique pendant la durée de la compétition ; ces personnes ont été arrêtées pour avoir enfreint cette interdiction. Les victimes ont été relâchées trois jours plus tard.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, la rébellion du M23 a procédé à l'interpellation d'au moins 50 personnes dans plusieurs quartiers de la ville. Ces personnes étaient accusées de ne pas avoir participé à la marche contre les sanctions de l'ONU visant l'Alliance Fleuve Congo (AFC) et le M23, organisée par la rébellion elle-même. Certaines d'entre elles ont été libérées quelques jours plus tard, tandis que d'autres seraient toujours en captivité.

Le 20 juillet, au village de Minova, dans le groupement de Buzi, secteur de Buhavu, territoire de Kalehe, le président du Réseau de protection et de plaidoyer de Minova a été enlevé avec 7 autres jeunes de la localité. La rébellion du M23 leur reprochait de ne pas avoir participé à une marche dite « pacifique » qu'elle avait elle-même organisée.

Le 25 juillet, au village de Kirumba, dans le territoire de Lubero, six hommes ont été enlevés par les rebelles du M23. Ils étaient accusés de collaborer avec un député national dans l'intention de déstabiliser la commune rurale de Kirumba, grâce à un financement de cet élu. Selon nos sources, l'une des victimes a été relâchée, tandis que les cinq autres restent en captivité, où elles subiraient des tortures.

Le 31 juillet, au village de Kigarama/Rurambo, dans le groupement d'Itara-Luvungi, secteur de Bafuliru, territoire d'Uvira, la rébellion du M23 et ses alliés ont investi un site abritant des populations ayant fui les affrontements. Les rebelles y ont sélectionné puis emmené 22 personnes, dont 20 jeunes garçons. Le sort de ces otages demeure inconnu à ce jour.

En plus des enlèvements, le territoire de Rutshuru est resté un champ de bataille, concentrant 15 des 31 combats à l'initiative de la rébellion durant le mois de juillet. Ces affrontements ont principalement ciblé les *Democratic Forces for the Liberation of Rwanda* (FDLR) et leurs alliés.

Du 12 au 15 juillet, le village de Kirumba, groupement Bambu, secteur de Bwito, a été le théâtre de plusieurs affrontements entre les combattants du M23 et les FDLR. Le 12 juillet, les combattants du M23 ont tendu une embuscade à des éléments FDLR qui tentaient de s'introduire dans le village pour piller. Après environ deux heures de combats, les FDLR ont été contraints de se replier dans le parc national des Virunga ; deux combattants ont été tués, un dans chaque camp.

Le 13 juillet, lors d'une nouvelle incursion, les FDLR sont de nouveau tombés dans une embuscade du M23 ; l'échange de tirs, d'une vingtaine de minutes, a fait deux morts, un de chaque côté.

Le 15 juillet, deux incursions successives ont été signalées : lors de la première, l'alerte donnée par la population a permis aux combattants du M23 d'intervenir et de repousser les FDLR après une vingtaine de minutes d'échanges de tirs ; lors de la seconde, les combattants FDLR ont pillé des habitants, emportant notamment des téléphones et de l'argent, avant que le M23, alerté à son tour, ne parvienne à les chasser après environ 45 minutes de combats. Les FDLR se sont à nouveau repliés dans le parc national des Virunga.

Le 22 juillet, dans le groupement Mutanda, secteur de Bwito, sur le tronçon Rwindi-Kibirizi, des combattants du M23 ont attaqué des positions des FDLR et des Collectif des Mouvements pour le Changement / Forces de Défense du Peuple (CMC/FDP). Après environ deux heures de combats, les combattants des FDLR et des CMC/FDP ont été délogés de leurs positions. Les civils qui se trouvaient dans les champs ont été contraints de fuir ; trois d'entre eux ont été blessés. Trois combattants ont été tués, dont un des FDLR et deux des CMC/FDP.

On peut donc parler de pause offensive et de bascule vers la prédation, mais pas d'un désengagement militaire.

Note méthodologique

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (Kivu Security Tracker – KST), un projet opéré par Ebuteli, documente et cartographie de la violence armée dans les provinces de l'est de la RDC (Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu). Il se donne pour objectif de répertorier et trianguler tous les incidents de morts violentes de civils, d'affrontements, d'enlèvements et de kidnappings contre rançons perpétrés par les acteurs armés. Les données sont collectées et triangulées par un réseau de points focaux basés à travers l'est de la RDC et vérifiées avec d'autres sources.

À propos

Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](#) | [@BarometreKST](#)

Ce rapport a été réalisé grâce au financement du Département fédéral Suisse des affaires étrangères (DFAE) et de la Bridgeway Foundation. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Ebuteli. Il ne reflète pas nécessairement les opinions de la Suisse et de la Bridgeway Foundation.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Secrétariat d'Etat SEE-DFAE
Paix et droits de l'homme

